

RAPPORT N° 95/4-14
au Conseil Municipal

OBJET

LOTISSEMENT CHEMIN NEUF / LA MONTAGNE
PROLONGATION DE CONCESSION A LA SEDRE

Le Lotissement Chemin Neuf créé par Arrêté du 11 juillet 1988 fait l'objet d'une Convention de Concession approuvée par le Conseil Municipal en séance du 24 mars 1988.

Le programme de l'opération se décrit comme suit :

- le lotissement se compose de 73 lots,
dont 33 lots en 1ère tranche et 40 lots en 2ème tranche ;
- les 33 lots de la 1ère tranche ont une surface totale de 22 060 m²,
soit une surface moyenne de l'ordre de 670 m²
- les 40 lots de la 2ème tranche ont une surface totale de 26 810 m²,
soit une surface moyenne de l'ordre de 670 m² ;
- la surface moyenne des 73 lots est d'environ 669 m²
correspondant à une surface cessible totale de 48 870 m² ;
- la viabilisation des parcelles a été réalisée par la SEDRE dans le cadre du lotissement ;
- les acquéreurs ont à leur charge la réalisation d'un assainissement des eaux usées autonome.

A ce jour, il reste deux ventes à réaliser ainsi que quelques travaux de remise en état.

La participation prévisionnelle de la Commune est de 440 905,04 F et permet, au vu du coût du foncier (2 486 900,00 F) non encore payé par l'opérateur, d'envisager une recette de 2 045 994,98 F à terme.

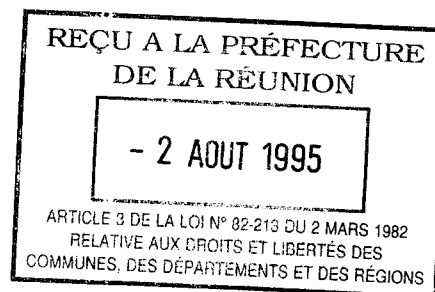
Par ailleurs, compte tenu de la Loi n° 95-127 du 8 février 1995, dans les concessions d'aménagement, les marchés de travaux des Sociétés d'Economie Mixte doivent être soumis aux dispositions de l'Article 48-1 de la Loi n° 93-122 du 19 janvier 1993, dite "Loi SAPIN" et cette disposition doit être reportée à la Convention de Concession, approuvée le 24 mars 1988 et modifiée par Avenant.

RAPPORT N° 95/4-14

Au vu de l'échéancier prévisionnel de clôture des opérations, je vous demande de m'autoriser à proroger le Traité de Concession jusqu'au 31 décembre 1996, afin d'achever la cession des parcelles du lotissement et de clôturer l'opération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE MAIRE
Michel TAMAYA



**DELIBERATION N° 95/4-14
du Conseil Municipal
en séance du samedi 22 juillet 1995**

OBJET

**LOTISSEMENT CHEMIN NEUF / LA MONTAGNE
PROLONGATION DE CONCESSION A LA SEDRE**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Communes ;

Sur le RAPPORT N° 95/4-14 du Maire ;

Vu le rapport de Alain ARMAND, 1er Adjoint au Maire, présenté au nom des Commissions Aménagement et Entreprise Municipale / Finances ;

Sur l'avis favorable desdites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE**

ARTICLE 1

L'Article 6 de la Convention de Concession relatif aux modalités de passation des marchés est modifié, comme suit :

Pour l'étude et l'exécution de ces ouvrages, le concessionnaire doit traiter dans des conditions de nature à préserver au maximum les intérêts financiers du Concédant.

Les contrats de travaux d'études et de maîtrise d'oeuvre sont passés dans les conditions fixées par l'Article 48-1 de la Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 et son Décret d'Application n° 93-584 du 26 mars 1993.

Le Concédant sera présenté au sein de la Commission Appels d'Offres ou du Jury appelé à intervenir dans la procédure de passation.

DELIBERATION N° 95/4-14

ARTICLE 2

Toutes les clauses de la Convention de Concession d'Aménagement et de l'Avenant n° 1 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent Avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

ARTICLE 3

Proroge le Traité de Concession jusqu'au 31 décembre 1996.

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Saint-Denis, le 28 JUIL. 1995

LE MAIRE

Michel TAMAYA

